

Labour

Journal of Canadian Labour Studies

Le Travail

Revue d'Études Ouvrières Canadiennes



Andréane Gagnon, Regards croisés sur la grève d'Amoco à Hawkesbury, une histoire ouvrière de l'Ontario français (Sudbury : Éditions Prise de parole, 2023)

Kathleen Durocher

Volume 93, printemps 2024

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1112037ar>

DOI : <https://doi.org/10.52975/lt.2024v93.018>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Canadian Committee on Labour History

ISSN

0700-3862 (imprimé)

1911-4842 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Durocher, K. (2024). Compte rendu de [Andréane Gagnon, Regards croisés sur la grève d'Amoco à Hawkesbury, une histoire ouvrière de l'Ontario français (Sudbury : Éditions Prise de parole, 2023)]. *Labour / Le Travail*, 93, 349–352. <https://doi.org/10.52975/lt.2024v93.018>

de 16 semaines. À cause des injonctions et des délais judiciaires, Chantale Daigle dépasse le cap des 20 semaines de grossesse : l'avortement au Québec n'est alors plus possible. Daigle contacte des militantes féministes qui organiseront son avortement illégal dans une clinique de Boston. (épisodes 5 et 6) La mise à l'écran de ce voyage aux États-Unis suit scrupuleusement le récit qu'en fait Louise Desmarais. (*La bataille de l'avortement*, 2016)

Cependant, un point faible de la série demeure la manière dont la mobilisation féministe entourant l'affaire Daigle est dépeinte. En effet, on comprend mal qui sont les féministes qui organisent la lutte et quel est l'objectif de cette lutte. Si les noms de certaines organisations sont mentionnés – la Coalition québécoise pour le droit à l'avortement libre et gratuit (CQDALG) et le Centre de santé des femmes de Montréal (CSFM) – leur rôle n'est pas défini. C'est alors la CQDALG, dont la porte-parole est Andrée Côté, qui appelle les militantes de la province à participer à une cellule de crise dont l'objectif est de mobiliser les Québécoises lors d'une grande manifestation à Montréal – montré dans la série, mais de manière désincarnée. Elles signent également un manifeste et réagissent en conférence de presse aux procès. La série donne toutefois l'impression que les féministes agissent en vase clos, que leurs actions sont complètement dissociées des procès. Le « commando » qui emmènera Daigle à Boston est organisé par des travailleuses du CSFM – qui a un historique de pratique d'avortements illégaux et de référence aux cliniques américaines. La série ne permet toutefois pas de saisir ces racines, ni pourquoi ce sont ces militantes qui organisent l'avortement de Daigle. Bref, la série s'inscrit dans un courant historiographique qui a tendance à dissocier l'histoire des mobilisations

féministes pour l'avortement (souvent invisibilisées) des luttes judiciaires.

La série restitue toutefois très bien les plaidoyers avancés par les avocats de Tremblay et montre l'importance du mouvement anti-choix dans cette cause. On comprend que Tremblay est instrumentalisé par ce mouvement, dont l'objectif est la recriminalisation de l'avortement en s'appuyant sur des tentatives semblables de faire valoir la personnalité juridique du fœtus aux États-Unis et en Ontario (avec le procès de Barbara Dodd). Bien que ce ne soit pas abordé par la série, cette offensive anti-choix s'inscrit aussi dans la continuité de poursuites intentées contre des médecins et des CLSC en 1986 – dont l'une ayant pour tête d'affiche le boxeur Reggie Chartrand.

Enfin, *Désobéir : le choix de Chantale Daigle* est une excellente série dont le propos historique est bien servi par une mise en récit féministe. Elle s'adresse aux amateurs de causes judiciaires, mais présente quand même plusieurs acteurs sociopolitiques – les groupes féministes et anti-choix, notamment – bien qu'elle ne permette pas de saisir dans toute leur complexité les dynamiques sociohistoriques qui sous-tendent ces procès.

MARIE-LAURENCE RABY
Université Laval

Andréane Gagnon, *Regards croisés sur la grève d'Amoco à Hawkesbury, une histoire ouvrière de l'Ontario français* (Sudbury: Éditions Prise de parole, 2023)

AU COURS DES ANNÉES 1970, les revendications sociales et linguistiques franco-ontariennes se font de plus en plus entendre. Dans la province voisine, le nationalisme québécois connaît un

moment fort. C'est dans la continuité de ces mouvances que le syndicat des travailleur.euse.s de l'Amoco Fabrics d'Hawkesbury déclenchent une grève en mai 1980 alors qu'un élan de militantisme mobilise depuis quelques années les classes ouvrières francophones. Long de cinq mois, ce conflit met en évidence les enjeux sociaux, économiques et linguistiques qui opposent la population ouvrière francophone et le patronat anglophone. L'élite locale composée d'une bourgeoisie d'affaires francophone prône le statu quo et la bonne entente entre employé.e.s et employeur. Affrontant les violentes représailles de la compagnie, appuyée par les forces policières, ce combat mobilise la communauté de cette petite « company town » située sur la rive ontarienne de la rivière des Outaouais, à mi-chemin entre Ottawa et Montréal. La grève prend fin en septembre alors que les grévistes et leur syndicat sont confrontés aux coûts élevés des sacrifices exigés par la lutte. Malgré quelques gains, l'indexation salariale, une demande impérative des syndiqué.e.s depuis plusieurs années, leur est refusée. (34)

Bien que récente, cette lutte semble pourtant être disparue de l'histoire et de la mémoire d'Hawkesbury et de l'Ontario français. L'effacement inspira Andréane Gagnon à en faire le sujet de son mémoire de maîtrise en sociologie auquel cet ouvrage fait suite. *Regards croisés sur la grève d'Amoco à Hawkesbury* présente comment l'intervention de « trois intellectuels, témoins ou participants de l'événement » se comprend grâce à un chevauchement de la question sociale et nationale (13). Son étude puise à la fois dans l'historiographie syndicale, des luttes linguistiques en Ontario français et du nationalisme afin d'inscrire le conflit ouvrier de 1980 dans un contexte politique et socio-économique plus large. Au début de ses recherches, l'autrice dut également faire face à une quasi-absence

d'études sur Hawkesbury, exception faite d'*Histoire des comtés unis de Prescott et de Russell* de Lucien Brault (1965) ainsi qu'une enquête sur la grève de 1980 menée par quatre chercheur.euse.s, professeur.e.s de l'Université d'Ottawa. (1986)

De prime abord, *Regards croisés* dépeint avec précision le contexte sociohistorique dans lequel se déroule le conflit à l'Amoco Fabrics. La section subséquente sur les débats politiques, linguistiques et intellectuels illustre la frontière poreuse entre résistances sociales, syndicales et nationalistes qui connaissent une importante période de foisonnement dans les années 1970. La fin de cette décennie et le début de la suivante sont marqués par un rapprochement entre les associations engagées dans la lutte linguistique et le mouvement ouvrier qui ne se fait pas sans certains désaccords internes qui transparaissent durant la grève de 1980. (22-23) À l'aide d'une approche sociohistorique et ethnosociologique inductive, Gagnon présente les événements entourant la grève d'Hawkesbury à travers les récits de trois acteurs ayant activement participé à la mobilisation : Jean Marc Dalpé, poète, dramaturge, écrivain et comédien ; Serge Denis, politologue et l'un des chercheurs derrière l'étude de 1986 ; puis Richard Hudon, animateur social. En plus de réaliser des entrevues avec ces derniers, l'autrice s'appuie sur leurs publications ainsi que sur de nombreuses archives pour mieux contextualiser leurs propos et y ajouter ses propres observations. (56)

La synthèse analytique qui suit permet d'identifier certaines visions communes chez les trois acteurs, mais aussi leur sentiment d'appartenance à la communauté engagée dans la lutte et la nécessité du travail collaboratif plutôt qu'à l'effort individuel. Néanmoins, c'est surtout l'échec de créer un mouvement rassemblant la question identitaire et

sociale à plus long terme qui retient l'attention de Gagnon grâce à cette réflexion (132). Ce chapitre révèle la transformation profonde de ces enjeux après cette période qui est également marquée par une mutation au sein du militantisme de la minorité linguistique. Avec la montée du néolibéralisme, un rapport conflictuel face au nationalisme, surtout québécois, et une judiciarisation des luttes linguistiques franco-ontariennes, le climat devient de plus en plus hostile aux idéaux guidant les acteurs lors de la grève. Dès lors, la convergence entre social et national décrite par ces derniers n'existe plus, bien qu'elle demeure centrale à leur propre analyse des événements et à leur motivation derrière leur implication.

Cette recherche étonne par un silence notable : celui des grévistes. D'emblée, Gagnon présente ses tentatives infructueuses d'interviewer des travailleur.euse.s ayant pris part au conflit ouvrier de 1980, plus spécifiquement les membres de l'exécutif syndical. Or, peu est dit au sujet de cet obstacle majeur. Des pistes de réflexion auraient pu être présentées pour mieux saisir le refus de participer des principaux intéressés, comme c'est le cas pour l'effacement mémoriel que l'autrice lie à la disparition progressive des populations ouvrières et le recul des revendications contre le capitalisme et une vision négative du nationalisme (133-134). Malgré ce silence des voix ouvrières, il faut souligner que l'autrice réussit à mettre en premier plan les relations de classes entre les employé.e.s, le patronat étranger ainsi que le pouvoir politique et économique local. Cette recherche évoque aussi les rapprochements et les différends entre les trois acteurs interviewés, appartenant à certaines sphères intellectuelles militantes, et une population ouvrière avec un faible niveau d'éducation, marginalisée aussi bien

sur le plan économique, institutionnel que politique. La participation des trois acteurs tout comme les liens qu'ils ont tissés avec les travailleur.euse.s et leur communauté permettent de mieux saisir les motivations et idéaux derrière les actions qui les ont unis lors des cinq mois de lutte.

L'étude de Gagnon dépasse largement la grève qui fait figure de « microcosme de toute la conjoncture sociohistorique dans laquelle elle s'inscrit » (12). En raison de ce choix, l'événement éponyme tend à se perdre à travers la démonstration des différents enjeux socio-économiques, culturels et linguistiques qui transparaissent. La présentation des chevauchements de différentes luttes lors de la grève de 1980 rend parfois difficile à bien saisir la chronologie de cette dernière, les demandes des employé.e.s et leurs conditions à l'usine avant l'arrêt de travail. Il faut alors se tourner vers l'étude de 1986 pour mieux les saisir. Également, il est quelque peu surprenant que cette étude qui touche à l'industrie du textile aborde peu la place des travailleuses ou des rapports de genre visibles durant le conflit. Notons tout de même la mention de la précarité accrue des femmes (31) et leur faible syndicalisation (88), mais sans plus de précisions. Une réflexion sur cette situation et sur les lacunes ou les angles morts, notamment liés au fait de solliciter trois intervenants masculins, aurait pu éclairer davantage l'absence ou l'omission d'un militantisme féminin au sein de la population. De plus, la forte solidarité qui unit cette petite ville industrielle soulève plusieurs nouvelles interrogations sur le rôle de la famille dans l'activisme de la communauté ouvrière francophone, un sujet qui n'est pas abordé.

Somme toute, le travail accompli par Gagnon dans *Regards croisés* permet de découvrir un moment marquant et pourtant méconnu de l'activisme syndical franco-ontarien. Cela dit, la

force principale de l'ouvrage se trouve dans les liens établis entre ce conflit local, de prime abord syndical, et les combats linguistiques et sociaux qui sont menés à l'échelle provinciale, voire du pays. Grâce aux témoignages recueillis et à l'analyse d'un vaste corpus de documents historiques, cette étude met en lumière des réseaux d'influences et d'échanges qui se dessinent entre intellectuels, syndiqué.e.s et une population marginalisée. Ceux-ci ouvrent la porte à de nouvelles réflexions sur les aspirations partagées entre le militantisme syndical, social, politique et les revendications linguistiques en Ontario français et, plus généralement, chez les communautés francophones hors Québec.

KATHLEEN DUROCHER

Université du Québec à Montréal

Mary Jane Logan McCallum, *Nii Ndahlohke: Boys' and Girls' Work at Mount Elgin Industrial School, 1890–1915* (Altona, MB: Friesen Press, 2022)

IN ITS 2015 Final Report, the Truth and Reconciliation Commission of Canada was clear: establishing truth about residential schooling is the key to reconciliation. The report, though, was not the final statement on the “complex truth”; it only signalled the start of a new phase of truth-telling intended to deepen the understanding of the residential school system and its legacy in what is currently Canada. *Nii Ndahlohke*, by Lenape historian Mary Jane Logan McCallum, is an example of the important work being done in this regard after the TRC. The book's inspiration stems from the work of the Munsee Delaware Language and History Group to support greater knowledge about the Munsee-Delaware Nation, one of three Delaware communities in Canada. As McCallum explains, “learning and teaching about Mount Elgin as

descendants of the students who went there is an important part of this goal.” (2) The book, as a community-engaged study written for a popular audience (and pitched to a high school level in hopes it will be included in the Ontario curriculum), offers a micro analysis of the Mount Elgin Indian Residential School between 1890 and 1914. Nicknamed “the Mush Hole” after the “bland” and “unsatisfying diet at the school,” the school operated near London in southwestern Ontario between 1851–1946, making Mount Elgin one of Canada's first and longest-running residential schools. (1)

Nii Ndahlohke will be of particular interest to scholars of work and labour because of McCallum's decision, guided by community priorities, to focus on the role of student work in the institution's operation/maintenance as well as student/community resistance to the school's coercive labour regime in the late 19th and early 20th centuries. Overall, this small book makes a large contribution. It shows how Canada's genocidal residential school system must be understood through the lens of work and labour. In doing so, it models what community-engaged histories, attentive to Indigenous research priorities and Survivor experiences, can add to knowledge about schooling and settler capitalism in Canada.

The book's title, *Nii Ndahlohke*, is a Lunaape phrase that means “I work” in English and is pronounced “neen da-low-kay.” (3) The study consists of an introduction, conclusion, and afterword by Julie Tucker (member of the Munsee Delaware Language and History Group) as well as two main chapters, one on boys' work and the other on girls' work. The focus on work contributes to recent research that has also examined labour in boarding institutions for Indigenous Peoples, but McCallum's book offers a deeper analysis of the central importance of gendered labour to Mount Elgin specifically.